

Jack Matlock : les promesses non tenues de l'OTAN, la route vers la guerre en Europe

Jack F. Matlock, Jr, a été ambassadeur des États-Unis en URSS de 1987 à 1991 et a joué un rôle clé dans la négociation de la fin de la guerre froide. L'ambassadeur Matlock a également servi à l'ambassade américaine à Moscou pendant la crise des missiles de Cuba. L'ambassadeur Matlock évoque l'échec de la mise en place d'une architecture de sécurité européenne mutuellement acceptable après la guerre froide, et explique pourquoi l'expansionnisme de l'OTAN a abouti à une guerre en Ukraine. Suivez le Pr Glenn Diesen : Substack: <https://glenndiesen.substack.com/> X /Twitter: https://x.com/Glenn_Diesen Patreon: <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du Pr Glenn Diesen : PayPal: <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee: buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me: <https://gofund.me/09ea012f> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Livres du Pr Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous recevons aujourd'hui l'ambassadeur Jack Matlock, qui a été aux premières loges de nombreuses crises entre les États-Unis et la Russie. L'ambassadeur Matlock était en poste à l'ambassade américaine à Moscou pendant la crise des missiles de Cuba, en mille neuf cent soixante-deux. Il a été le principal conseiller de Reagan pour les affaires soviétiques et européennes. Puis, il est devenu ambassadeur des États-Unis en Union soviétique et a participé aux négociations qui ont mis fin à la guerre froide. Deux ans plus tard, l'ambassadeur Matlock était toujours sur place lorsque l'Union soviétique s'est effondrée. Dans les années mille neuf cent quatre-vingt-dix, il est aussi devenu l'une des voix majeures du débat sur le type d'architecture de sécurité paneuropéenne qui devait remplacer la politique des blocs héritée de la guerre froide. Alors, permettez-moi d'abord de vous remercier de revenir dans l'émission, Monsieur l'ambassadeur.

#Jack Matlock

Eh bien, c'est toujours un plaisir d'être avec vous.

#Glenn

Ce que je voulais vraiment vous demander aujourd'hui, c'est pourquoi nous n'avons pas réussi à mettre en place, en Europe, une architecture de sécurité mutuellement acceptable après la guerre froide. Nous avons pourtant certains accords et principes pour une sécurité paneuropéenne, fondés sur l'idée de sécurité indivisible. Mais tout cela s'est effondré. Nous sommes alors revenus à cette logique de guerre froide, et aujourd'hui, nous avons la guerre. Je pense donc qu'un bon point de

départ serait le suivant : selon vous, pourquoi avons-nous échoué à établir une architecture de sécurité mutuellement acceptable après la guerre froide ?

#Jack Matlock

Eh bien, le moment crucial, bien sûr, c'était les années quatre-vingt-dix. Vous savez, en mille neuf cent quatre-vingt-douze, nous avons atteint notre objectif : une Europe entière et libre. Et auparavant, pendant la guerre froide, nous avons développé l'O.T.A.N., au départ, comme une alliance défensive, avec l'idée qu'il fallait rester unis et défendre l'Europe occidentale si l'Union soviétique venait à envahir. Mais, une fois la guerre froide terminée, la tâche aurait dû être de créer, en Europe, une structure de sécurité qui protège tous les pays. Vous savez, après la Première Guerre mondiale, les puissances alliées ont commis une énorme erreur en rejetant la faute sur l'Allemagne, alors qu'en réalité, tout le monde était responsable, et en imposant de lourdes réparations, et ainsi de suite.

Et cela a directement conduit à la situation qui nous a menés à la Seconde Guerre mondiale. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les puissances occidentales ont fait une chose correctement : elles ont insisté pour que la France et l'Allemagne enterrent la hache de guerre et commencent à coopérer. Mais à la fin de la guerre froide, même si le dirigeant de l'Union soviétique avait espéré que cela prendrait fin, la politique de l'administration américaine n'était pas de chercher à démanteler l'Union soviétique. Nous espérions que Gorbatchev négocierait réellement une fédération volontaire entre douze des républiques soviétiques, à l'exclusion des trois pays baltes, que nous avons toujours considérés comme des pays juridiquement indépendants.

Mais ce qui s'est passé dans les années quatre-vingt-dix, c'est qu'au lieu d'intégrer la Russie à la nouvelle architecture de sécurité, nous avons fait autre chose. Pourtant, les dirigeants russes avaient joué un rôle moteur dans la dissolution de l'Union soviétique. Ce n'était pas le résultat de pressions occidentales, bien au contraire. L'Union soviétique s'est disloquée sous l'effet de pressions internes, et sous la direction du dirigeant élu de la Russie, Boris Eltsine. Mais nous avons commencé à parler comme si la fin de la guerre froide était une victoire, et comme si la Russie avait, de fait, été vaincue. Alors qu'en réalité, on pourrait dire que la Russie, ou plutôt ses dirigeants, a été l'un des facteurs qui nous ont aidés à mettre fin à la guerre froide et qui ont, en fait, conduit à la dissolution de l'Union soviétique. À la place, nous avons commencé à élargir ce qui était une alliance défensive, puis nous l'avons transformée en alliance offensive.

Et cela s'est produit lorsque les combats ont éclaté dans les Balkans. Au début, nous avons tendance à utiliser l'Organisation des Nations unies pour aider l'Organisation du traité de l'Atlantique nord, afin de protéger certaines personnes sur place pendant la guerre en Bosnie. Cela n'a pas marché. Mais plus tard, lorsque les habitants du Kosovo, les populations albanophones, ont commencé à se rebeller contre la Serbie, les États-Unis se sont en fait rangés du côté des rebelles. Et, de fait, ils ont utilisé l'Organisation du traité de l'Atlantique nord pour faire la guerre à la Serbie. Or, la Serbie n'avait attaqué ni menacé aucun membre de l'Organisation du traité de l'Atlantique

nord. Cela ne pouvait être considéré que comme un usage offensif de cette organisation. Et, bien sûr, cela a fait très mauvaise impression en Russie, car la Serbie avait toujours été un allié traditionnel de la Russie. Et voir l'Organisation du traité de l'Atlantique nord entrer réellement en guerre... Ils n'ont pas envahi le pays au début. Ils l'ont simplement bombardé, jusqu'à ce que, de fait, les Serbes capitulent.

Puis l'OTAN, dans ce cas, avec la coopération de la Russie, a occupé le Kosovo. Ensuite, sur la seule base d'un vote du Parlement kosovar, qui a déclaré l'indépendance, cette indépendance a été reconnue. Or, lorsque les puissances de l'OTAN ont fait cela, elles ont violé l'un des accords importants que nous avons négociés et espérés pendant la guerre froide. C'était l'Acte final d'Helsinki. Il stipulait qu'il ne devait y avoir aucun changement de frontières sans consentement mutuel. C'était donc la première fois, après la fin de la guerre froide, que nous utilisions l'OTAN de manière offensive contre un pays qui n'avait attaqué aucun de ses membres. Et ensuite, bien sûr, nous avons reconnu cette indépendance, sans référendum ni quoi que ce soit d'autre.

Je dirais aujourd'hui que cela a ensuite créé un précédent direct pour ce que le président Poutine a fait en Russie, lorsqu'il a intégré la Crimée à la suite d'un référendum pacifique, qui y était très largement favorable. Nous avons donc considéré cela comme illégal, alors que nous avons soutenu, je dirais, un changement de frontières moins défendable auparavant. Donc, l'une des choses que nous... Enfin, quand on regarde la situation, c'est que lorsque les gens disent que la guerre en Ukraine est la première guerre en Europe depuis la fin de la guerre froide, ce n'est pas vrai. Elle n'était pas aussi importante, mais la guerre contre la Serbie a été la première, et elle a été déclenchée par l'OTAN. Ce sont donc des choses que nous avons tendance à oublier.

#Glenn

Eh bien, je pensais que les accords d'Helsinki, ainsi que la Charte de Paris pour une nouvelle Europe de mille neuf cent quatre-vingt-dix, comportaient deux positions contradictoires. D'un côté, ils affirmaient que les pays devaient pouvoir choisir eux-mêmes leurs orientations de politique étrangère. Mais ils disaient aussi que la sécurité devait être indivisible. Donc, quand on parle de l'élargissement de l'OTAN, on entend souvent l'OTAN avancer l'argument selon lequel les États doivent pouvoir choisir l'alliance à laquelle ils veulent appartenir. Mais, en même temps, l'OTAN s'était aussi engagée à ne plus adopter d'approches de la sécurité à somme nulle. Autrement dit, elle ne devait pas renforcer sa propre sécurité aux dépens de la Russie, ni rediviser le continent. Alors, comment voyez-vous le conflit entre ces deux principes ?

#Jack Matlock

Eh bien, comme je l'ai dit, je pense, encore une fois, que lorsque nous avons commencé à élargir l'OTAN, je voudrais souligner qu'au départ, même si la Russie considérait cela comme un acte potentiellement hostile, elle ne s'y est pas directement opposée. Mais elle a posé une condition : qu'il n'y ait pas de bases occidentales, je dirais, pas de bases étrangères. Et il existait en fait un

précédent juridique à cela. Lorsque l'accord sur la réunification allemande a été conclu, il était précisé que le territoire de l'ancienne République démocratique allemande, bien qu'il fasse partie d'une Allemagne membre de l'OTAN, n'accueillerait ni troupes étrangères ni armes nucléaires. Mais vers la fin des années quatre-vingt-dix, nous avons commencé à installer des bases militaires. D'abord, je crois, en Estonie. Puis, plus tard, nous avons commencé à parler d'installer des missiles antibalistiques en Pologne et en Roumanie. À l'époque, le président Poutine s'y est fermement opposé. Et je... Le problème, c'était que, même s'il s'agissait de missiles antibalistiques, le prétexte était qu'il fallait protéger l'Europe occidentale contre l'Iran.

#Jack Matlock

Eh bien, à l'époque, l'Iran n'avait pas de missiles qui auraient...

#Jack Matlock

pouvait attaquer l'Europe, et n'avait aucune raison de le faire. Et ce que nous n'avons pas dit, mais que les Russes ont bien sûr compris, c'est que ces mêmes missiles pouvaient être utilisés de manière offensive, avec une simple modification du logiciel. Ils avaient été conçus pour être utilisés, soit de manière offensive, soit de manière défensive, sur des destroyers américains de la marine. Puis ils ont été adaptés à une utilisation terrestre. Il n'était donc pas déraisonnable de considérer cela comme une initiative offensive. Et je pense que, lorsque des gens nient aujourd'hui que la cause profonde de la guerre en Ukraine n'était pas l'expansion de l'OTAN, ils ignorent tout simplement l'histoire et les faits. Cela ne pouvait être considéré que comme un acte offensif de l'Occident contre la Russie. Et même si cela a été accepté, les anciennes parties de l'Union soviétique, à l'exception des trois États baltes, ont toujours été considérées comme relevant d'une catégorie émotionnelle et politique quelque peu différente.

Eh bien, c'était une chose que les États baltes soient membres de l'OTAN. Le président Poutine ne s'y est pas opposé directement. Il a déclaré publiquement qu'il trouvait cela inutile, mais que tant qu'il n'y aurait pas de bases, c'était acceptable. Autrement dit, il n'a jamais été question d'attaquer les États baltes. Il ne voulait pas de missiles pouvant être utilisés à des fins offensives juste à côté de sa frontière. Et je dirais que cela aurait dû être compris, car les États-Unis, eux non plus, ne toléreraient certainement pas de missiles offensifs près de leurs frontières. En réalité, nulle part dans l'hémisphère occidental, comme nous l'avons montré lors de la crise des missiles de Cuba.

#Glenn

Mais dans les années quatre-vingt-dix, il y avait des gens comme le secrétaire américain à la Défense, William Perry, sous Clinton, qui a même envisagé de démissionner pour protester contre l'élargissement de l'OTAN. Il reconnaissait donc les dangers que cela comportait. Et bien sûr, il n'était pas le seul à critiquer cette décision. Il y avait aussi de hauts responsables, comme George Kennan ou vous-même. Mais selon William Perry, chaque fois qu'il demandait à d'autres membres de l'

administration Clinton pourquoi ils poursuivaient malgré tout dans cette voie, on lui répondait qu'ils ne contestaient pas le fait que la Russie y verrait une menace. Leur argument, c'était plutôt que la Russie était faible, et que cela n'avait donc pas vraiment d'importance. Avez-vous eu la même impression ? Que c'était essentiellement la faiblesse de la Russie qui les rendait plus disposés à franchir ce pas, disons, radical, d'élargir l'OTAN ?

#Jack Matlock

Eh bien, je pense qu'il y a tout simplement eu un déni de la part de nos alliés, de nos dirigeants politiques de l'époque. Un déni de la situation. Parce qu'il y avait une administration qui, je pense, cherchait à réviser le droit international. Et elle parlait de créer un ordre mondial libéral. Eh bien, ce qu'elle a fait, selon moi, c'est tenter de dominer le monde à la fois militairement et économiquement, en utilisant la force militaire et des sanctions économiques sur des questions qui relèvent de la compétence d'un État souverain. Donc, toute cette philosophie était, je pense, offensive. Et même si elle a été présentée comme quelque chose de nouveau, aujourd'hui, quand on parle d'essayer d'étendre la démocratie, qu'on se qualifie de démocraties et que les autres ne le seraient pas, je pense qu'on entretient la confusion.

Parce que, d'abord, les États-Unis ne sont pas une démocratie pure. Ce mot n'apparaît ni dans notre Constitution, ni dans notre Déclaration d'indépendance, ni dans notre serment d'allégeance. Nous prêtons allégeance au drapeau des États-Unis et à la république qu'il représente. Ce que nos pères fondateurs ont créé, c'est une république. Et elle n'a jamais pleinement répondu à l'idée d'un pays gouverné par l'ensemble du peuple. En réalité, aujourd'hui, les travaux en science politique montrent assez clairement que, dans les faits, les États-Unis sont une république essentiellement contrôlée par une oligarchie. Et l'idée selon laquelle on pourrait, d'une manière ou d'une autre, répandre la démocratie dans d'autres pays en exerçant sur eux des pressions était tout simplement, à mon avis, totalement illogique.

Tout le monde, je pense, réagit négativement lorsqu'un acteur extérieur essaie de s'immiscer dans ce qu'il considère comme des affaires intérieures. Et pourtant, nous avons, de fait, commencé à sanctionner des pays pour des choses qui se passaient chez eux. Et parfois, ces mêmes choses se produisaient aussi aux États-Unis. Cela visait particulièrement la Russie. Je pense donc que c'est une erreur. De même, l'idée que chaque fois qu'il y avait une rébellion, cela allait forcément conduire à la démocratie, comme on l'a vu durant ce qu'ils appellent le Printemps arabe, est erronée. En réalité, lorsqu'il y a une sorte de révolution à l'intérieur d'un pays, cela conduit souvent, dans bien des cas, à un régime autoritaire. Ce n'est pas quelque chose qui mène automatiquement à la démocratie.

Il m'a donc semblé que, dans les faits, les États-Unis tentaient, pas seulement en Europe, de commencer à recourir à l'offensive. Bien sûr, au Moyen-Orient aussi, nous avons vu l'échec à résoudre la question palestinienne et le conflit sur place, ainsi que le conflit grandissant avec l'Iran, où la diplomatie était tout simplement totalement exclue. Avec le temps, nous nous sommes donc retrouvés avec des bases militaires américaines dans, je crois, environ quatre-vingts pays différents.

Et soi-disant, elles étaient là pour soutenir la démocratie ou d'autres causes. Mais ce n'était pas la bonne manière de faire. Dans le même temps, nous imposions aussi des sanctions économiques à des pays pour des choses qui se passaient à l'intérieur de leurs frontières. Or, comme je le dis, si la souveraineté veut dire quelque chose, cela signifie qu'un pays est souverain dans la manière dont il traite sa propre population, par exemple.

On peut déplorer la répression du peuple. Mais si le pays est souverain, ce n'est pas à un pays extérieur d'essayer de changer les choses par la force ou, je dirais, par des sanctions économiques. En général, cela fait plus de mal que de bien. Et je pense qu'il est clair que toute cette politique de sanctions menée par les États-Unis, et désormais par les pays de l'OTAN, non seulement contre la Russie et l'Iran, mais de plus en plus contre d'autres pays, et allant même jusqu'à menacer de sanctions secondaires... Je pense que, désormais, cela suscite des résistances. Et je pense que ces sanctions sont totalement contre-productives. Elles vont aussi totalement à l'encontre des conceptions traditionnelles du droit international.

#Glenn

Sur la question de l'Ukraine, une grande partie du discours, dans l'ensemble de l'Occident politique, consiste à dire que l'OTAN doit soutenir les aspirations de l'Ukraine à rejoindre l'Alliance. La question est donc présentée comme une question de liberté, de souveraineté, mais aussi de démocratie. Pourtant, si l'on regarde tous les sondages réalisés entre mille neuf cent quatre-vingt-onze et deux mille quatorze, ils montraient systématiquement que seule une petite minorité d'Ukrainiens, souvent autour de vingt pour cent, souhaitait adhérer à l'OTAN. Et comme l'a également relevé l'ancien directeur de la CIA, William Burns, dans cette note de deux mille huit : si nous essayons d'attirer immédiatement l'Ukraine dans notre orbite, cela risquerait fort de déclencher une guerre civile. Et les Russes interviendraient à contrecœur, parce que c'est quelque chose qu'ils ne pourraient pas accepter.

Donc, ma question est la suivante : si nous savions que les Ukrainiens ne voulaient pas faire partie de l'OTAN, et que nous savions que cela risquait fort de déclencher une guerre, pourquoi avons-nous autant insisté ? Parce que ce n'était pas un accident. Nous avons essayé de faire cela de deux mille quatre à deux mille quatorze. Cela a duré toute une décennie, essentiellement contre la volonté de la majorité, tout en sachant ce que cela provoquerait. Alors, comment expliquez-vous cette obsession, spécifiquement pour l'Ukraine ?

#Jack Matlock

Eh bien, c'est une question complexe. Et comme vous l'avez souligné, ce qui a été ignoré dans la politique de l'OTAN, c'est que le problème en Ukraine relève, au fond, d'une guerre civile. Une guerre qui a vraiment été créée par l'intervention de puissances extérieures. Et quand je dis qu'il s'agit essentiellement d'une guerre civile, je parle d'une région dont la plus grande partie a fait partie de la Russie pendant quelques siècles. Une autre partie n'a jamais fait partie de la Russie tsariste,

mais y a été ajoutée à la suite d'un pacte entre Hitler et Staline. Il est donc ironique qu'une guerre soit menée, par l'Occident, pour défendre l'héritage d'Hitler et de Staline.

Et compte tenu de la Seconde Guerre mondiale et de ce qui s'y est passé, le fait que, par exemple, l'Allemagne fournisse des armes offensives — pas seulement les États-Unis, mais l'Allemagne — à ce qu'on pourrait appeler les factions antirusses en Ukraine, qui ne sont pas élues démocratiquement. Le gouvernement actuel est le résultat d'un coup d'État. Et si ce coup d'État avait été mené, disons, par des communistes pro-russes, il n'aurait jamais été reconnu par les États-Unis ou par d'autres pays de l'OTAN. Mais c'en était bien un. Et, de toute évidence, il a aussi été fomenté par les États-Unis et l'Union européenne. Cela s'est fait presque au grand jour, avec des responsables qui déclaraient qu'il fallait intégrer l'Ukraine dans une alliance occidentale, afin que la Russie ne soit plus une grande puissance.

Cela remonte, je crois, à l'une des théories des relations internationales qu'on m'a enseignées à l'université. La théorie dite selon laquelle celui qui contrôle l'Île-Monde, c'est-à-dire l'Eurasie, contrôle le monde. Eh bien, personne n'a jamais contrôlé l'ensemble de l'Île-Monde. Et les grandes puissances de l'Île-Monde n'ont jamais contrôlé le reste du monde. Vous savez, la Grande-Bretagne s'en est peut-être approchée, dans une certaine mesure, mais elle l'a fait grâce à sa puissance maritime. Et donc, évidemment, je veux dire que toute cette théorie ne tient pas vraiment la route. C'est vrai pour beaucoup des choses que l'on examine. Mais je pense que nous devons reconnaître, avant toute chose, les évolutions internes en Ukraine.

La Russie, d'abord. Comme je l'ai dit, la Russie de Boris Eltsine avait provoqué l'éclatement de l'Union soviétique. Et elle s'était séparée, dirais-je, en donnant à l'Ukraine le contrôle de régions largement russophones, qui avaient traditionnellement fait partie de la Russie. Bien sûr, lorsque l'Ukraine était dans l'Union soviétique, elle était sous le contrôle de Moscou, sous le contrôle du Parti communiste. Puis, au départ, la Constitution ukrainienne garantissait la neutralité. Plus tard, cette disposition a été retirée de la Constitution. Et, en outre, ils ont commencé à discriminer leurs citoyens russophones, qui étaient majoritaires à l'Est. Alors qu'à l'Ouest, il y avait Lviv et les provinces environnantes, qui n'avaient traditionnellement pas fait partie de la Russie. Elles avaient appartenu à l'Empire austro-hongrois, puis à la Pologne, contre leur gré.

Et puis, comme je l'ai dit, c'est l'accord entre Hitler et Staline qui les a tous fait entrer dans l'Union soviétique. Plus tard, sous l'administration de Khrouchtchev, l'administration de la Crimée a été transférée à l'Ukraine. Mais toute l'Ukraine était contrôlée depuis Moscou. Et même à cette époque, ils ont exclu la base navale de Sébastopol, qui n'était pas sous le contrôle de Kiev, mais de Moscou. Je dirais donc que ces questions sont extrêmement complexes. Les émotions sont très vives sur place. Je connais les deux langues suffisamment bien pour que, lorsque j'étais représentant diplomatique en Union soviétique, chaque fois que je prononçais des discours en territoire ukrainien, je les lisais en ukrainien, et ainsi de suite. J'ai donc une certaine compréhension de plusieurs des enjeux en question.

Et donc, la rébellion initiale dans l'est de l'Ukraine était véritablement locale. Elle a été soutenue officiellement par des Russes, oui, tout comme les États-Unis ont souvent soutenu des minorités dans bon nombre de pays, lorsque nous estimions qu'elles étaient dans leur droit. Je veux dire, nous avons fourni des armes et du matériel aux Kurdes, par exemple. Et, à un moment donné, nous sommes intervenus militairement en Syrie, alors même que nous reconnaissons officiellement le gouvernement en place. Donc, l'idée qu'il s'agirait d'une forme d'agression russe unique en son genre est, selon moi, tout simplement fausse. Le fait est que c'étaient des sujets très chargés émotionnellement. Et, depuis le début, je pense que le président Poutine avait souligné que l'élargissement de l'OTAN, et en particulier l'installation de bases en Ukraine, ou en Biélorussie d'ailleurs, ou en Géorgie, était tout simplement inacceptable.

Et aujourd'hui, je ne sais vraiment pas pourquoi l'administration de l'époque — c'était la deuxième administration Bush — a insisté, en deux mille huit, pour que l'OTAN s'engage à ce que l'Ukraine et la Géorgie deviennent, à terme, membres de l'Alliance. C'était à un moment où la France et l'Allemagne, par exemple, s'y opposaient. Et pourtant, d'une manière ou d'une autre, elles ont fini par l'accepter. À l'époque, les sondages montraient que deux tiers des Ukrainiens ne voulaient pas entrer dans l'OTAN. Pourquoi vouloir protéger un pays quand deux tiers de sa population ne veulent pas que vous le fassiez ? Cela dépassait tout simplement mon entendement. Et je pense que toute direction russe devait forcément considérer cela comme un acte totalement hostile. Il ne s'agissait pas seulement des réactions du président Poutine.

#Glenn

Eh bien, comme vous l'avez dit, en deux mille huit, quand cette future adhésion a été promise à l'Ukraine, alors même que très peu d'Ukrainiens le souhaitaient, l'Allemagne et la France avaient très fermement mis en garde contre cela. Cela allait être déstabilisateur. Angela Merkel a même dit, à un moment donné, que si nous proposons à l'Ukraine un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN, Moscou l'interpréterait comme une déclaration de guerre. Donc, là encore, tout l'argument de l'invasion non provoquée semble tomber à l'eau. Mais enfin, ils l'ont fait. Malgré tout, ils ont fini par soutenir cette déclaration selon laquelle l'Ukraine deviendrait membre.

Mais vous étiez là, quand même. Puisque vous étiez en Allemagne pendant les négociations qui ont conduit à la réunification allemande, êtes-vous surpris de voir où en est l'Allemagne aujourd'hui ? On entend son chancelier dire que l'objectif est de construire la plus grande armée d'Europe. Et l'Allemagne semble très à l'aise avec l'idée de jouer le rôle d'État moteur pour pousser à la guerre avec la Russie, une fois de plus, pourrais-je ajouter. Est-ce que cela vous surprend, au regard des discussions qui ont eu lieu pendant les négociations sur la réunification, de voir où nous en sommes aujourd'hui ?

#Jack Matlock

Je ne comprends pas la politique allemande actuelle, parce qu'il est évident que, globalement, elle n'est pas dans l'intérêt de l'Allemagne. En boycottant le gaz et le pétrole russes, ils accélèrent la perte de compétitivité de l'ensemble de leur industrie. Et regardez : on voit déjà que Volkswagen pourrait devoir supprimer, je crois, quelque quarante-cinq mille emplois, et se demander s'il pourra réellement survivre face à la concurrence chinoise. Et on pourrait continuer, étape par étape. Les Allemands paient désormais, je crois, environ dix fois plus cher leur gaz de chauffage que les Russes. Et, vous savez, la tentative d'étrangler économiquement la Russie n'a tout simplement pas fonctionné. Et il me semble tout simplement que je ne comprends pas comment le gouvernement allemand peut agir, je dirais, d'une manière aussi erronée.

Pour ce qui est de l'idée générale selon laquelle les États-Unis poussent leurs alliés de l'OTAN à augmenter leurs dépenses de défense, en réalité, s'ils n'intervenaient pas dans la guerre en Ukraine et que cette question était réglée, même avec d'importants changements territoriaux — et il faudra forcément d'importants changements territoriaux s'il doit y avoir la paix à l'avenir —, je ne pense pas que cette insistance serve les intérêts du peuple allemand. Et comme je l'ai dit, cela a un effet considérable sur leur économie. Pourquoi construisent-ils quoi que ce soit ? La Russie ne les menace pas, sauf dans la mesure où ils fournissent à l'Ukraine des armes utilisées pour attaquer la Russie. Et, bien sûr, la Russie a dit : quand vous faites cela, nous avons le droit d'attaquer ces bases ou les systèmes de transport qui acheminent ces armes.

Pour l'instant, ils ne l'ont pas encore fait. Mais je pense que c'est quelque chose qui est... Alors, on peut se demander : pourquoi cette pression pour que les Européens dépensent davantage ? Vous savez, c'est l'influence de notre complexe militaro-industriel, qui était l'une des grandes forces qui, dans les années quatre-vingt-dix — les années mille neuf cent quatre-vingt-dix — poussait à l'élargissement de l'OTAN. Ils veulent simplement vendre des armes américaines. Et malheureusement, notre complexe militaro-industriel est désormais tellement ancré dans notre économie que le département de la Défense a des sous-traitants dans pratiquement tous les États. Donc, si vous commencez à essayer de réduire le budget de la défense, cela devient très difficile. Et je pense que, quand je repense aux années quatre-vingt-dix, et que vous vous demandiez : pourquoi les États-Unis ont-ils poussé à l'élargissement de l'OTAN ? Vous constateriez qu'une partie des fonds qui étaient...

#Jack Matlock

Financés par le complexe militaro-industriel, ils poussaient dans ce sens. Ils avaient peur que la paix éclate. Et ils avaient vraiment besoin de se construire des concurrents de même niveau, c'est-à-dire la Russie, puis la Chine, comme ennemis potentiels, pour justifier l'augmentation des budgets de la défense. Et donc, je pense que la manière dont les Européens tombent maintenant dans ce piège, en parlant comme s'ils devaient se défendre contre la Russie, tout en prenant des mesures que la Russie ne peut considérer que comme hostiles et offensives à son égard, je pense que c'est une erreur. C'est incroyablement dangereux. Et j'ajouterais aussi qu'une des choses que nous avons

commencé à faire sous la deuxième administration Bush, parallèlement à tout cela, a été de nous retirer de tous les traités de réduction des armements et de contrôle des armements que nous avions avec l'Union soviétique, puis avec la Russie.

Ce n'est pas la Russie qui s'en est retirée. Ce sont les États-Unis, étape par étape. Nous n'avons donc plus le type de garanties que nous avons essayé de mettre en place à la fin de la guerre froide. Mais aujourd'hui, la menace ne se limite pas aux armes nucléaires. Je pense que l'humanité est confrontée à des menaces très graves. Notamment parce qu'à mesure que l'intelligence artificielle se développe, il va devenir de plus en plus facile, même pour un petit nombre de personnes, de mettre au point des agents pathogènes capables de se propager. Il y a aussi l'hostilité croissante dans l'espace, et les tentatives des États-Unis de dominer l'espace. Bien sûr, cela va être contesté. Et nous avons la guerre en cours en...

#Jack Matlock

Le Moyen-Orient, où Israël commet un génocide, tout en étant approvisionné par les États-Unis et soutenu par plusieurs gouvernements européens. Et, en même temps, notre propre démocratie est, je pense, sérieusement mise à l'épreuve. Je pense notamment à des choses comme la liberté d'expression. Quand on voit certains pays européens rendre illégal le fait de soutenir les Palestiniens, je veux dire, je pense que tout cela est très préoccupant. Et que cela est lié à toute une série d'autres questions.

#Glenn

Eh bien, je voulais quand même vous demander quelles mesures nous pourrions prendre pour, disons, résoudre la guerre par procuration en Ukraine. Parce qu'en ce moment, si l'on regarde les lignes de front, l'économie ukrainienne, la stabilité politique et la stabilité sociale, on a l'impression que l'Ukraine se dirige vers un effondrement. Pas immédiatement, mais au cours des six prochains mois, cela semble tout à fait possible. Et je ne pense pas qu'il soit encore possible d'inverser cette tendance. La seule question, c'est de savoir quand. Mais en Europe, surtout, l'OTAN continue d'être... enfin, nous sommes toujours obligés de la qualifier d'alliance défensive. Nos dirigeants politiques ne veulent pas parler à la Russie. Alors, comment voyez-vous une possible résolution de cette situation ? Je veux dire, si vous conseilliez aujourd'hui Washington et Moscou, quelle serait, selon vous, l'étape essentielle pour mettre fin à cette confrontation ? Que faut-il, au juste, pour parvenir à la paix ?

#Jack Matlock

Eh bien sûr, il faut se demander : que restera-t-il de l'Ukraine ? Elle devra s'engager à la neutralité et à ne pas faire partie de l'OTAN. C'est là, je dirais, la condition sine qua non. C'est la seule chose que la Russie acceptera. Et vous savez, à mon époque, nous avons un bon précédent. En fait, nous avons mis fin à l'occupation de l'Autriche lorsque l'Autriche s'est engagée à rester indépendante de

toute alliance. Ce qui m'étonne, c'est le refus des Européens de s'engager dans la diplomatie. On ne résout pas les problèmes en quittant la table. Et on ne les résout certainement pas par ce genre de sanctions, ni par ce qui s'apparente presque à un vol des avoirs russes. Après tout, c'est la direction russe qui les a fait sortir du système communiste pour les faire entrer dans un système commercial avec l'Occident.

C'était notre politique, et aussi celle de nos alliés occidentaux, de favoriser les investissements en Russie, de les intégrer au système économique du monde occidental, et de faire tomber le rideau de fer. Sous l'Union soviétique, c'était l'Union soviétique qui se coupait du reste du monde. Aujourd'hui, cette réaction qui consiste à chercher à les isoler, je pense qu'elle est totalement injuste. Ceux que vous pénalisez, c'est l'ensemble du peuple russe. Et des Occidentaux qui vivent encore à Moscou me disent que même des gens qui s'opposaient auparavant à Poutine le soutiennent désormais. Parce qu'ils ne voient pas le conflit en Ukraine comme une guerre en Ukraine, mais comme une guerre contre l'Occident, et comme une tentative de l'Occident. Et ce qui est particulièrement sensible pour eux, bien sûr, c'est l'Allemagne et les armes qu'elle envoie.

Alors, là encore, je pense que le gouvernement allemand actuel ignore tout simplement l'histoire. Il ignore les émotions que cela va susciter. Et je pense que, sur le long terme, ce n'est clairement pas dans son intérêt. Et il me semble, je crois, presque tragique de voir la montée de ces partis d'extrême droite en Allemagne. Je pense simplement qu'il a été tragique, pour les États-Unis, de voir ce qui nous est arrivé sur le plan intérieur. Mais le fait est que l'Allemagne en particulier, mais aussi la Grande-Bretagne et maintenant la France, mènent, je pense, des politiques très dangereuses pour leurs populations.

#Glenn

Eh bien, comme vous l'avez dit, autrefois, c'était l'Union soviétique qui s'isolait de l'Occident. C'est elle qui érigeait les murs, en quelque sorte. Elle avait une idéologie très puissante. J'ai l'impression que cela a un peu changé. Les Russes sont devenus très pragmatiques, tandis que l'idéologie semble plutôt nous freiner, nous, en Occident. Mais, compte tenu de votre expérience des négociations avec Moscou pendant la guerre froide, voyez-vous des leçons qui restent importantes aujourd'hui ? Et si l'on regarde l'effet que l'idéologie avait sur Moscou à l'époque, comment nous affecte-t-elle aujourd'hui ?

#Jack Matlock

Eh bien, nous n'utilisons plus la diplomatie, et je trouve ça tragique. Nous avons mis fin à la guerre froide et nous avons uni l'Europe, au sens où elle n'était plus divisée, grâce à la diplomatie. Cela voulait dire que nous ne nous contentions pas d'accuser diplomatiquement l'autre camp de diverses violations. Nous disions : écoutez, nous avons un problème. La course aux armements nous échappe. Il est dans notre intérêt de réduire les armements, et en particulier les armes nucléaires. Deuxièmement, nous soutenons des conflits dans des pays tiers. Et je crois que, dans l'un des

discours que j'ai rédigés pour le président Reagan, nous avons dit : « Nous ne reprochons pas à l' Union soviétique ces conflits. Nous savons qu'ils sont locaux. »

Ce qui s'est passé, c'est qu'ils favorisent un camp, et nous, l'autre. Il faut arrêter ça. Nous devrions nous réunir, essayer d'instaurer la paix, puis coopérer. Ensuite, il y avait la question des droits de l'homme. Avant, nous avions des présidents qui se contentaient de faire de grandes déclarations sur les droits de l'homme, sans vraiment prendre de mesures concrètes. Alors, nous avons commencé à dire : écoutez, nous avons cessé de dire : « Vous devez mettre de l'ordre chez vous. » En substance, nous avons dit : « Nous devons coopérer pour mieux faire respecter les droits de l'homme. » Et puis, il y avait le rideau de fer. Au lieu de dire : « Abattez ce rideau de fer », nous avons dit : « Coopérons pour améliorer la communication et la coopération entre nous. »

Et nous avons commencé à proposer certaines... J'avais... Par exemple, nous avons fini par considérer la simple annonce de mesures politiques presque comme une provocation. Vous savez, on le faisait publiquement, et ils répondaient publiquement. Ce que j'ai encouragé le président Reagan à faire, c'était de commencer à utiliser des canaux privés. Et juste avant leur première rencontre, nous avons dressé une liste de sujets sur lesquels nous pensions devoir coopérer. Mais nous ne l'avons pas annoncée. Nous leur avons dit en privé : « Nous pensons à ces sujets. Dites-nous ce que vous en pensez, et peut-être voudrez-vous en ajouter. » Et ils l'ont fait. Nous avons donc commencé par les droits de l'homme. Et nous avons cessé d'en parler autant ouvertement, pour nous en occuper en privé.

Et je me souviens que, lorsque le secrétaire d'État Shultz a abordé ce sujet avec Edouard Chevardnadze, le ministre soviétique des Affaires étrangères, il l'a fait lors d'une réunion privée, avec seulement quelques-uns d'entre nous présents. Et Chevardnadze a dit : « Bon, d'accord, nous allons examiner ces questions. Mais pouvons-nous aussi soulever des questions concernant la condition des femmes et des Noirs dans votre pays ? » Et George Shultz a répondu : « Bien sûr. Je pense que nous faisons des progrès sur ce point, mais il nous reste du chemin à parcourir, et nous pouvons utiliser toute l'aide possible. » Notre attitude était donc la suivante : nous coopérons pour atteindre un objectif commun, dans l'intérêt des deux parties.

Et nous avons défini chaque sujet de cette manière. Depuis, nous n'avons eu droit qu'à des attaques publiques, à des accusations personnelles. J'ajouterais une chose : aussi sévères qu'aient été ses critiques du système communiste, le président Reagan n'a jamais insulté personnellement le dirigeant soviétique. George Bush non plus, le premier président Bush. En fait, nous avons commencé à traiter certaines des questions les plus sensibles en privé. Lorsque nous avons obtenu des preuves que les Soviétiques disposaient d'importantes installations de guerre chimique, et que les services de renseignement britanniques comme américains ont obtenu ces preuves, l'ambassadeur britannique et moi avons reçu pour instruction de nous rendre au ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'auprès de l'assistant de Gorbatchev, et d'exiger simplement qu'ils les ferment, sans en faire une affaire publique. C'est une longue histoire, mais cela a marché. Et nous avons fini par obtenir ces résultats.

Dans bien des cas, nous ne les rendons pas publics. Et maintenant, on en est arrivé à une diabolisation publique du dirigeant russe. Bien sûr, je ne pense pas que beaucoup de choses qu'il a faites soient bonnes. Mais je pense aussi que nombre d'entre elles sont une réaction. Et il y a autre chose que nous ne comprenons pas, je tiens à le souligner : les années quatre-vingt-dix ont été, pour la Russie, une période de quasi-anarchie. Quelques personnes seulement ont pris le contrôle de l'économie, et la population a énormément souffert. À l'extérieur, nous disions qu'ils se démocratisaient. Eh bien non, ce n'était pas le cas. C'est le président Poutine qui les a sortis de cette situation. Il a pris un pays en faillite et, en quelques années, il avait remboursé les dettes. Et maintenant, ils récupèrent cet argent grâce aux excédents qu'ils avaient constitués. Ces avoirs sont gelés, et vous parlez de les voler.

Et je veux dire, pourquoi les gens n'arrivent-ils pas à comprendre que ce n'est pas la bonne façon d'agir, si l'on veut un monde d'avenir où l'on coopère face aux défis auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui ? On voit partout les ravages du dérèglement climatique, avec les incendies de forêt, les inondations, et tout ce qui provoque de grandes migrations de populations, avec les tensions que cela entraîne. Et pourtant, nous nous battons les uns contre les autres. Nous aggravons tous ces problèmes, alors même que les technologies développent de plus en plus de moyens de tuer et de détruire. Et je veux dire, nous ne suivons pas une voie qui va améliorer la vie des gens. Alors pourquoi ne pouvons-nous pas comprendre que ceux qui détiennent le pouvoir doivent commencer à traiter les uns avec les autres de manière pacifique, et cesser d'essayer d'imposer un système particulier par la force et la pression économique ?

Évidemment, je pense que ces idées échouent. Vous savez, certains affirmaient qu'un monde bipolaire était devenu un monde unipolaire, dominé par les États-Unis après l'effondrement de l'Union soviétique, et que les États-Unis pouvaient, de fait, gouverner le monde. Eh bien, je pense que cela n'a jamais été vrai. Le soi-disant monde bipolaire était peut-être bipolaire au sens où il y avait deux grandes puissances nucléaires. Mais c'est une puissance militaire. Ce n'est pas une puissance qui permet de construire, c'est une puissance qui permet de détruire. Et l'idée selon laquelle les États-Unis et l'Union soviétique gouvernaient le monde dans ce soi-disant monde bipolaire ne tient pas. Les États-Unis, vous savez, n'ont jamais eu le pouvoir de transformer les autres, surtout par la force. Donc, je pense que ce que nous appelons l'ordre mondial libéral s'est malheureusement révélé être, je dirais, un désordre mondial de plus en plus suicidaire.

#Glenn

Eh bien, je pense que la diplomatie a clairement changé de manière fondamentale. Je pense que c'est là un problème essentiel quand on la définit comme une hégémonie libérale, c'est-à-dire quand elle est définie uniquement sur la base de valeurs. Je veux dire, cela semble être une bonne idée d'introduire davantage de valeurs. Mais, au fond, cela a supprimé le principe selon lequel nous pouvons parler à nos adversaires d'égal à égal. Aujourd'hui, ce ne sont plus que des insultes envers les autres dirigeants. Et tout devient, je pense, une affaire publique, dans l'effort visant à influencer l'

opinion et à convaincre notre population que la Russie est le mal absolu, et que nous sommes le bien absolu. Tout se résume à la démocratie contre l'autoritarisme. Permettez-moi juste de poser une dernière question. Un problème majeur que nous avons ici, en Europe, c'est que nos dirigeants politiques refusent non seulement de parler à la Russie, mais refusent aussi d'admettre que cette guerre ait quoi que ce soit à voir avec l'OTAN, ou que l'élargissement de l'OTAN en soit la cause. D'ailleurs, si vous avancez que l'OTAN avait même promis à Moscou qu'elle ne s'élargirait pas, cela est rejeté. Je me demandais si vous aviez des commentaires à ce sujet.

#Jack Matlock

Eh bien, je pense que l'Allemagne, plus que tout autre pays, devrait comprendre que l'élargissement de l'OTAN est la question fondamentale, pour toutes les raisons que j'ai déjà évoquées. Et ils ont obtenu leur unité en garantissant, là encore, dans le traité, qu'il n'y aurait ni bases étrangères ni armes nucléaires sur le territoire de l'ancienne République démocratique allemande. Alors, si cela s'appliquait à l'Allemagne de l'Est, cela ne devrait-il pas s'appliquer à toute l'Europe de l'Est ? D'autant plus que ces accords ont été conclus alors que l'Union soviétique existait encore. Quand l'Union soviétique s'est disloquée, la Russie avait moins de la moitié de sa population, ainsi que de nombreux problèmes internes. Et penser qu'elle pouvait représenter une menace pour l'Allemagne... Là encore, je ne comprends pas comment une personne rationnelle, ayant la moindre connaissance de l'histoire et, on pourrait même le dire, de la nature humaine, pourrait penser autrement.

Je pense que c'est un argument politique avancé par des gens qui, j'en ai bien peur, étaient vraiment trop jeunes pour voir et comprendre ce qui s'est passé auparavant. Et cela me surprend. Je me souviens que, lorsque nous cherchions à obtenir un traité sur les missiles à portée intermédiaire en Europe, nous pensions devoir en déployer certains en Allemagne comme monnaie d'échange, afin d'obtenir le traité qui permettrait de les éliminer. Il y a eu de grandes manifestations en Allemagne : « Nie wieder, nie wieder », « plus jamais, plus jamais », contre ce déploiement. Et, en réalité, nous les avons déployés. Puis nous avons obtenu le traité qui les a supprimés entièrement. Et aujourd'hui, l'Allemagne fournit des armes qui seront utilisées contre une Russie amputée. Je ne comprends tout simplement pas comment des personnes rationnelles, qui connaissent — ou plutôt, qui reconnaissent — l'histoire de ces choses, peuvent se comporter ainsi. Mais, évidemment, c'est quelque chose que les Allemands vont devoir régler eux-mêmes.

#Glenn

Eh bien, Monsieur l'Ambassadeur, je vous ai déjà pris plus d'une heure de votre temps. Je tiens donc à vous remercier vivement de nous avoir consacré tout ce temps pour nous faire part de votre analyse.

#Jack Matlock

C'est toujours un plaisir de vous parler.

